

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
N°09-2026

## **LOI D'URGENCE AGRICOLE**

### **Stop à la déraison ! Il nous faut une vision pour l'agriculture et l'alimentation de demain**

En tant que première organisation syndicale de salariés en production agricole et dans la filière alimentaire, la CFDT Agri-Agro ne peut plus rester silencieuse devant le salmigondis que devient le projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles.

Au début de la procédure parlementaire, la CFDT Agri-Agro estimait déjà le projet de loi proposé par le gouvernement assez superflu, même si certaines dispositions pouvaient être intéressantes. Pour nous, la loi ne peut pas tout régler. Beaucoup de réponses aux problématiques agricoles sont à créer dans le dialogue et la coopération entre acteurs économiques et parties prenantes.

Nous considérons également qu'avant de créer une nouvelle strate de réglementation, il était nécessaire de disposer d'une évaluation des dispositifs législatifs et des politiques publiques, d'un suivi de leur mise en œuvre et d'une analyse de leurs impacts afin d'identifier finement ce qui manque pour atteindre les objectifs et apporter les seuls correctifs indispensables.

Or, au fil des amendements déposés et adoptés, les débats parlementaires prennent un aspect tragi-comique. Certains parlementaires semblent s'être donné pour objectif de déposer l'amendement le plus original, le plus outrancier, le plus absurde, pour répondre au problème ou à la demande d'on ne sait qui, mais pas de la majorité de la population, ni des agriculteurs.

Où est passé l'intérêt général ? Répondre à des intérêts très particuliers et à des demandes individuelles ne font pas une politique publique. Cela crée uniquement des tensions et des clivages.

Face à la situation critique de certaines exploitations, les vulnérabilités des filières, les risques croissants pour l'agriculture et les besoins d'une alimentation saine et durable, les agriculteurs et citoyens méritent mieux. Ils ont besoin de cohérence, ils veulent une vision pour l'agriculture et l'alimentation de demain.

Il faut faciliter le travail réel, aider la profession agricole à s'adapter au changement climatique et à faire face à l'imprévisibilité croissante et à la multiplication des risques (environnementaux, climatiques, sanitaires, démographiques, énergétiques, géopolitiques, etc.).

Il faut tracer la trajectoire pour arriver à une agriculture durable, robuste et résiliente, fournissant :

- à la population une alimentation, source de santé et de longévité,
- au pays, une autonomie stratégique alimentaire,
- et aux sols, à la biodiversité et à l'environnement, une véritable capacité régénératrice.

Il faut un changement structurel, en accordant un avenir de qualité à l'ensemble des travailleurs de l'agriculture.

Placer la vivabilité de l'exploitation à égalité avec la viabilité économique et la durabilité environnementale est, en ce sens, essentiel. Rien ne se fera sans un modèle social qui prend en compte ceux qui font le travail agricole, agriculteurs, mais aussi le million de contrats salariés. Ce projet de loi n'apporte pas ces réponses.

La CFDT Agri-Agro a une plus haute idée de la fonction de parlementaire. Nous attendons davantage des élus de la République que des réponses simplistes et des solutions occultant des risques et inadaptées aux enjeux.

*Fait à Paris, le 17 juin 2026*

Contacts :

**Alexandre DUBOIS**, Secrétaire général : 01.56.41.50.50  
**Franck TIVIERGE**, Secrétaire national : 06.87.31.21.80  
Presse : 06.89.04.25.27